Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.org

Nouvelle saignée dans l'éducation nationale

- Social - Éducation -

Date de mise en ligne : samedi 13 janvier 2007

Démocratie & Socialisme

Le projet de répartition des moyens présenté par le ministre le 11 janvier annonce une nouvelle saignée pour la rentrée 2007. Après la suppression de plus de 20 000 postes d'enseignants depuis 2003, c'est encore plus de 5000 postes qui vont être supprimés dans les lycées et collèges.

Les départements du Nord et de l'Est de la France seront les plus touchés :

L'Académie de Lille devrait perdre 701 enseignants du secondaire sur les 27 678 qui existent actuellement. Celles de Versailles et de Dijon se voient privées respectivement de 500 et 265 postes. L'Académie de Nancy-Metz en perd 337 et celle de Reims 262, soit 2 % de ses effectifs enseignants, ce qui la place en tête, proportionnellement parlant, des académies essorées.

La baisse du nombre de postes va au-delà de celle que programmait la loi de Finance 2007 qui prévoyait de supprimer 5 000 postes.Elle respecte en tout point sa logique : priorité à l'économie budgétaire. La baisse démographique des élèves dans le secondaire sert encore de justificatif pour réduire le nombre de profs. Alors que 24 757 collégiens et lycéens en moins sont prévus à la rentrée prochaine, 2 458 postes de profs devraient disparaître dans la foulée (la loi de finance envisageait d'en supprimer 2 000 à ce titre).Le volume d'heures supplémentaires est lui aussi fortement amputé.

Suppressions d'options, alourdissement des effectifs, abandon de projets de soutien scolaire, fonte de la formation continue, croissance des inégalités sociales et territoriales sont encore une fois à l'ordre du jour. Dans le 1er degrés, 500 postes d'enseignants sont créés alors que le ministère annonce 24 000 élèves supplémentaires. Cela fait en théorie un prof pour 48 à 80 élèves. Parallèlement 300 emplois d'intervenants extérieurs en langues vivantes sont supprimés. Concrètement sur le terrain cela se traduira par des fermetures de classes entre 2 et 3 ans, des classes surchargées, moins de soutien scolaire. L'importance du primaire et de la petite enfance dans la lutte contre l'échec scolaire sont encore évacuées ; la démocratisation scolaire avec !

Allongement du temps de travail des profs et baisse de salaires

Cette année et pour la première fois depuis 1950, des postes sont économisés via l'allongement du temps de travail des profs. Ainsi, 3 058 équivalents temps plein sont supprimés suite à la disparition des heures de première chaire. La loi de finance envisageait d'en supprimer 2 800. À terme, 10 000 équivalents temps plein devraient encore disparaître au seul titre de la suppression des décharges horaires.

Des dizaines de milliers d'enseignants vont être victimes de baisses de salaires dès 2007. Les experts du ministère des finances et de l'éducation nationale chiffrent eux même la perte moyenne de salaire à 1480 euros par an, soit environ 6% en moins sur la fiche de paie. Compte tenu du projet de décret élaboré par Robien, entre 40 000 (ministère) et 100 000 profs (Snes) seront concernés. Chiffres encore flous puisque le texte accorde une certaine souplesse pour la gestion des décharges non statutaires.

Mobilisation unitaire ?

Copyright © Démocratie & Socialisme

Une fois connu ce projet de répartition des moyens, les syndicats d'enseignants ont réagi de façon nette « L'heure est à la riposte », pour le SE-UNSA. « Un projet de rentrée inacceptable ! » déclare le SNES-FSU. Une manifestation nationale est prévue le 20 janvier par la FSU contre les suppressions de postes et le décret sur les décharges. Une journée d'action unitaire est prévue en février. L'intersyndicale (Faen, Cgt, Fsu, Sgen Cfdt, Unsa Education) appelle *"les organisations locales à se rencontrer rapidement pour construire ensemble dans chaque école, établissement, service les mobilisations nécessaires... Elles mettent en perspective dès aujourd'hui une journée nationale d'action début février pouvant aller jusqu'à la grève"*.

La colère est forte dans la communauté éducative. Le 18 décembre dernier, une grève nationale, lancée unanimement par toutes les organisations syndicales, y compris celles du secteur privé, rassemblait un prof du secondaire sur deux. La mobilisation est forte contre Sarkozy/Villepin/De Robien, parfaitement unis pour la circonstance.

Philippe Verdier (13/01/2007)

Copyright © Démocratie & Socialisme